

ÉDITORIAL

2027, la bataille de l'agenda

PAR MAUD VERGNOL, CODIRECTRICE DE LA RÉDACTION



Le premier tour d'une présidentielle n'a pas lieu dans les urnes. Une victoire électorale se gagne d'abord dans les têtes : ce dont on parle, mais surtout ce dont on ne parle pas. En 2002, le visage tuméfié de « Papy Voise », un retraité agressé à son domicile, avait fait basculer un scrutin que tout le monde croyait écrit d'avance, portant pour la première fois au second tour un Le Pen. Depuis, chaque présidentielle a eu son thème imposé, souvent au prix d'un « fait divers » instrumentalisé, d'une polémique gonflée artificiellement jusqu'à saturer l'espace médiatique. La première bataille de 2027 est donc déjà engagée. Qui fixera l'ordre du jour ? Qui décidera des sujets qui mériteront des heures de débats télévisés, des centaines d'éditoriaux et des millions de commentaires ? L'enjeu, à ce stade de la campagne, est donc de savoir qui va décider de quoi on parle. Et ce match-là, pour l'instant, la gauche l'a perdu par forfait.

Les enquêtes d'opinion sont pourtant sans ambiguïté. Dans le grand baromètre Ipsos-Cevipof-Fondation Jean-Jaurès réalisé récemment, le « pouvoir d'achat », c'est-à-dire les conditions de vie, arrive largement en tête des préoccupations, suivi de l'avenir du système social. Le sujet numéro un des Français n'est donc ni l'« identité », ni l'immigration : c'est le prix des courses, celui du logement, les factures d'énergie qui explosent, les salaires qui stagnent, les hôpitaux qui craquent, les écoles qui manquent de moyens, une planète qui suffoque. C'est sur ce terrain-là, les salaires, le temps libre, les services publics, la culture, le climat, la répartition des richesses, que la gauche doit ferrailler. Autant de sujets sur lesquels l'extrême droite ne fait que singer – en pire – les recettes macronistes mortifères.

N'ayant produit comme seule idée ces trente dernières années que la « préférence nationale », le RN la décline à toutes les sauces, prétendue réponse à tous les problèmes de notre temps. Cette stratégie

de saturation de l'espace public sur leurs obsessions haineuses prospère grâce à un paysage médiatique qui le lui permet : une poignée de milliardaires contrôlent une grande majorité des médias et la bolosphère charognarde tourne en boucle pour imposer ses marottes fascisantes, boostée par les ingérences numériques étrangères. Tout concourt à fabriquer un climat où la colère haineuse circule mieux que les faits, où les peurs voyagent plus vite que les solutions. Cette spirale infernale contamine même ceux qui prétendent à l'« objectivité », y compris dans le service public, convaincus que le pays se droitise inexorablement.

Pourtant beaucoup d'enquêtes scientifiques démontrent l'inverse, comme celle que la CNCDH publie régulièrement : la société française est globalement plus tolérante et plus attachée à la solidarité qu'il y a trente ans. Seule une minorité s'est radicalisée à la droite extrême, mais c'est sur ses thématiques que se calque le débat public qui, en retour, la légitime et la banalise.

Face à ce piège, la tentation est grande de se poser en simple rempart : répliquer point par point. Ce travail est indispensable. Mais s'y enfermer est un piège : plus on riposte sur le terrain de l'adversaire, plus on finit par le légitimer. En politique, celui qui impose les questions a déjà commencé à écrire les réponses. Celle de 2027 devrait se résumer ainsi : qui doit payer, et pour financer quoi ? Les 53 milliardaires français sont aujourd'hui plus riches que la moitié de la population du pays réunie. La droite et l'extrême droite ont un intérêt évident à faire diversion. Il revient à la gauche d'imposer qu'on ne puisse plus parler d'autre chose. ●

Une minorité de la société s'est radicalisée à la droite extrême, mais c'est sur ses thématiques que se calque le débat public qui, en retour, la légitime et la banalise.